



Recueil de la jurisprudence

Ordonnance de la Cour (huitième chambre) du 24 janvier 2013 – Enviro Tech Europe / Commission

(affaire C-118/12 P)

«Pourvoi — Directives 67/548/CEE et 2004/73/CE — Classification, emballage et étiquetage des substances dangereuses — Classification du bromure de n-propyle»

1. *Pourvoi — Moyens manifestement irrecevables ou manifestement non fondés — Rejet à tout moment, par voie d'ordonnance motivée, sans procédure orale (Règlement de procédure de la Cour, art. 181) (cf. point 22)*
2. *Pourvoi — Moyens — Contestation de l'interprétation par le Tribunal d'un arrêt de la Cour — Moyen manifestement non fondé (Règlement de procédure de la Cour, art. 181) (cf. points 34-39)*

Objet

Pourvoi formé contre l'arrêt du Tribunal (première chambre) du 16 décembre 2011, *Enviro Tech Europe et Enviro Tech International/Commission* (T-291/04), par lequel le Tribunal rejeté un recours tendant à d'une part l'annulation partielle de la directive 2004/73/CE de la Commission, du 29 avril 2004, portant vingt-neuvième adaptation au progrès technique de la directive 67/548/CEE du Conseil concernant le rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives relatives à la classification, l'emballage et l'étiquetage des substances dangereuses (JO L 152, p. 1), en ce qu'elle classe le bromure de n-propyle dans la liste des substances «hautement inflammable» et, d'autre part, la réparation des préjudices prétendument subis par les requérantes – Intérêt à agir – Défaut d'affectation individuelle

Dispositif

- 1) Le pourvoi est rejeté.
- 2) *Enviro Tech Europe Ltd* est condamnée aux dépens.